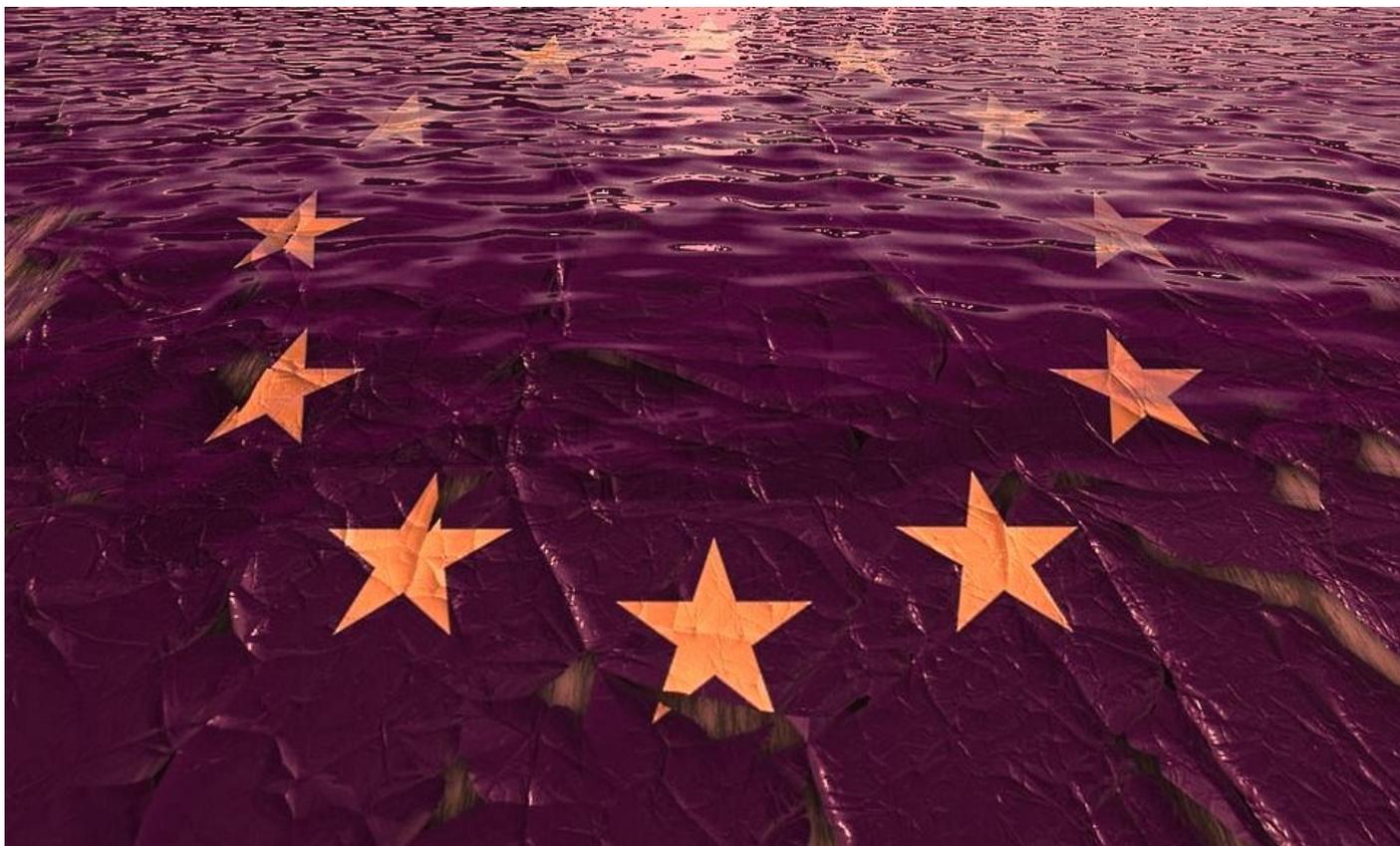


Et tout d'un coup la question de l'Europe est ouverte: L'Europe est-elle Nazie?

ALASTAIR CROOKE 11.02.2019

<https://www.strategic-culture.org/news/2019/02/11/suddenly-europe-open-question-nazi-eu.html>



Un des piliers de l'establishment de l'"ordre" européen - le journal Frankfurter Allgemeiner - touche de façon très concrète le "nerf à vif", c'est-à-dire qu'il a publié le mois dernier un éditorial intitulé "Une UE nazie ?", dans lequel il spéculait afin de savoir si oui ou non, l'UE actuelle, dominée par l'Allemagne, devait être entendue comme une extension en droite ligne du National-Socialisme allemand.

Dans le discours traditionnel allemand, c'est une question qui n'a jamais été abordée. Le fait qu'elle apparaisse aujourd'hui semble indiquer quelque chose d'important : une reconnaissance du fait que la dissidence qu'on voit au sein de l'UE trouve ses racines dans autre chose autre que de simples poussées de rancœurs populistes. On assiste là à une résurgence de l'ancienne lutte pour l'"âme" de l'ordre politique international.

L'auteur, Jasper von Altenbockum, cite le leader de l'AfD (Alternative für Deutschland) [Alternative pour l'Allemagne est un parti politique eurosceptique et nationaliste allemand, créé le 6 février 2013 et lancé officiellement le 14 avril suivant à Berlin NdT], Alexander Gauland, lors de la conférence de son parti, déclarant que :

L'"appareil totalitaire latent, corrompu, envahissant et antidémocratique " de l'UE ne devrait avoir aucun avenir. Gauland a esquissé un raisonnement populaire : Parce qu'on peut observer des déficits de légitimité démocratique dans les institutions supranationales de l'UE,[on doit en conclure que l'UE] est un régime coercitif. Les opposants radicaux à l'intégration progressive[cependant] vont plus loin : Ils comparent l'UE ... à l'idéologie européenne du national-socialisme...

"Gauland avance aussi un argument populaire, qui [permet] au Brexit de trouver une justification historique : [En parlant de l'unification européenne], Gauland, à Riesa, a déclaré : "Les Français ont poursuivi cet objectif sous Napoléon et, malheureusement, d'une certaine manière, les national-socialistes en ont fait de même . Et, comme tout le monde le sait, ils se sont heurtés à l'opposition de l'Angleterre.

"Ce que [cela veut dire, c'est que Gauland nous emmène au-delà de la simple affirmation que l'UE est] un " appareil totalitaire latent ". [Il suggère plutôt que] l'UE et la politique européenne allemande sont en continuité avec la propagande nazie de l'Union européenne. Il ne peut y avoir pire reproche. Voilà qui fournit à l'AfD l'effet secondaire bienvenu de pouvoir se présenter comme étant à l'abri de l'idéologie nazie ".



Bien sûr, comme on pouvait s'y attendre, von Altenbockum ne voit pas grand chose qui puisse permettre de relier le projet européen à l'idéologie raciale nazie du passé, mais il concède néanmoins qu'il n'y a pas que Gauland et l'AfD ("en train de devenir rapidement le parti du Brexit allemand") qui voient ces connexions national-socialistes, cependant " les historiens aussi envisagent la continuité du projet européen avec la période nazie ", et ce, d'autant que l'Allemagne a de nouveau été accusée de tendances hégémoniques en Europe. Dès 2002, le biographe d'Hitler, Thomas Sandkühler appelait " à moins mettre l'accent sur les ruptures dans la politique européenne, là où l'on devrait parler davantage de continuité".

Quel était le sens de tout cela ? Aujourd'hui, il est difficile de dépasser l'aspect idéologie raciale. Mais, en dépit de l'apparition du mot " national " dans le nom du parti National-Socialiste allemand, Hitler n'était pas un grand partisan du nationalisme. Il critiquait sévèrement non seulement le triomphe protestant du Traité de Westphalie en 1648, mais aussi plus précisément l'institution de l'État national, qu'il considérait comme largement inférieur à l'"héritage impérial historique" des Allemands. En lieu et place de l'ordre des États nationaux, il a entrepris d'établir un Troisième Reich qui s'inspirait très directement du " Premier Reich ", c'est-à-dire du Saint Empire Romain Germanique avec ses aspirations universelles et son règne millénaire. L'Allemagne d'Hitler était donc voulue comme un État impérial dans tous les sens du terme.

En bref, dans les vieilles politiques séculaires de l'Europe, les nations occidentales se caractérisent par une lutte entre deux visions antithétiques de l'ordre mondial : un ordre de nations libres et indépendantes poursuivant chacune son bien politique conformément à ses propres traditions et conceptions, et un ordre des peuples unis sous un régime de droit unique, promulgué et maintenu par une seule autorité supranationale.

En d'autres termes, l'Allemagne était du côté de la tradition ancestrale qui allait de Babylone à la Rome impériale, qui considérait qu'il était de son devoir, selon les mots du roi babylonien Hamurabi, de "faire obéir les quatre coins du monde". Cette obéissance, après tout, était ce qui assurait la protection contre la guerre, la maladie et la famine.



De fait la conclusion de Von Altenbockum est plus convaincante, il nous dit que les idées qui sous-tendent l'intégration européenne ne sont pas tant celles de Napoléon ou d'Hitler mais plutôt celles de la guerre de Trente Ans et du Traité de Westphalie, qui ont justement précipité la chute de cette vieille notion (romaine) d'un empire universel chrétien de paix et de prospérité. Aux vainqueurs, la victoire - et ce sont eux les vainqueurs qui maîtrisent le récit, un récit qui demeure le paradigme politique européen d'aujourd'hui.

La construction "libérale" de l'UE repose sur ce fameux manifeste libéral : Second Traité de Gouvernement Civil de John Locke, publié en 1689, qui affirme qu'il n'y a finalement qu'un seul principe à la base de l'ordre politique légitime : la liberté individuelle. Locke était en grande partie un héritier de la construction protestante. Elle commence par l'affirmation que tous les êtres humains naissent "parfaitement libres" et "parfaitement égaux", et poursuit en les décrivant comme des êtres en recherche de la vie, la liberté et la propriété dans un monde de transactions fondées sur le consentement.

Partant de ce postulat, Locke a construit son modèle de vie politique et sa théorie du gouvernement : Et depuis ce cadre de Locke nous sommes arrivés au modèle économique d'aujourd'hui - transposé par Adam Smith à partir de la vision protestante de John Locke et de John Hume de l'individualisme et de la propriété dans une structuration économique. Mais, étant protestante, cette vision s'inspire aussi de l'Ancien Testament (plutôt que du Nouveau), l'"autorité" souveraine (comme Yahvé) était jalouse et intolérante et relevait d'un souverain unique. Une autorité, une loi, un "fusil" était le principe organisationnel de l'État-nation (plutôt que la soumission à un "empire" formé d'un ensemble confus de souverainetés enchevêtrées et d'allégeances spirituelles qui l'avait précédé).

À un moment donné, la théorie politique libérale, économique et le droit international ont écrasé dans l'œuf les récits concurrents, devenant le cadre pratiquement incontesté de ce qu'une personne instruite doit savoir sur le monde politique. Et alors quoi ? Quel est l'intérêt ? Eh bien, tout d'abord, c'est que le dirigeant de l'AfD, Alexander Gauland, affirme que l'UE n'est ni libérale, ni libre, ni un "ordre" (ou Empire), mais qu'elle est coercitive dans son désir (sécularisé, judéo-chrétien) de réaliser l'unité humaine ou sociale en réduisant "tout" à un modèle unique (l'"ordre" libéral, réglementé, européen).

Il ne s'agit pas tant qu'une publication allemande de l'establishment aborde une question aussi brûlante (l'influence possible du national-socialisme allemand comme matrice, sur laquelle la politique de l'UE est structurée) ; mais plus concrètement, qu'il soit tacitement admis que le leader AfD marque un point (c'est-à-dire qu'il avance une "autre" grande vision de l'ordre politique européen).

L'auteur l'admet bien volontiers : "Il y a beaucoup de politiciens au sein de l'AfD qui aimeraient revenir à la pensée traditionnelle en matière d'équilibre" (un concert de pouvoirs souverains indépendants). Mais alors - faisant écho à la ligne de l'Establishment - l'auteur dit simplement que c'est impossible : On a trop investi dans le projet de l'UE pour qu'il

puisse être abandonné.



Selon von Altenbockum, «rétrospectivement», après la seconde guerre mondiale, on a "donné au [projet de l'UE] un ancrage institutionnel inamovible, ce qui implique inévitablement une renonciation à la souveraineté".

Mais c'est là que pour Gauland le Brexit prend tout son sens : Non pas simplement comme l'expression d'un ressentiment britannique à l'égard de la domination de l'Allemagne sur l'Europe, mais parce que l'Angleterre a toujours été " de l'autre côté ", s'opposant à ces visions d'un universalisme imposé par une réduction à un modèle unique d'empire - " comme chacun le sait, l'Angleterre s'y est opposée ", dit Gauland.

Locke, il est vrai, cherchait à renforcer le paradigme de l'État-nation et non à le saper. Cependant, en élaborant sa théorie, il a minimisé ou totalement omis des aspects essentiels de la société humaine. Dans le Second Traité, Locke fait abstraction de l'héritage intellectuel, spirituel ou culturel que l'on reçoit par descendance. Il en résulte une dévalorisation des liens même les plus élémentaires qui avaient été pensés pour maintenir la cohésion de la société.

De la même manière, le gouvernement qui voit le jour selon le contrat social du Second Traité est étrangement sans frontières ni limites. Des institutions comme l'État national, la communauté, la famille et l'Église ne semblent avoir aucune raison d'exister. Sans le vouloir, le cadre fourni par le Traité de Locke rend l'ordre protestant extrêmement difficile à expliquer, impossible à justifier. Il avait peut-être autre chose en tête, mais ce qu'il a fait, c'est donner naissance à une construction "libérale" de la politique qui sous-tend l'opposé de l'État-nation.

Qu'est-ce que cela veut dire ? le Brexit, les gilets jaunes, la Lega, l'Afd, le groupe de Visegrad - l'avenir de l'Europe fait l'objet de sérieuses contestations, en dépit du fait que les élites politiques et intellectuelles universitaires d'Amérique et d'Europe sont maintenant pour la plupart piégées dans le cadre libéral.



Pourtant, fait remarquer Wolfgang Münchau, un article tel que celui du journal Frankfurter Allgemeiner - et son hypothèse sur le prétendu lien entre l'intégration européenne et le national-socialisme - , présente "un lien explosif" jusqu'alors réservé à des discussions marginales en Allemagne. Il souligne que l'élite européenne commence à reconnaître le potentiel incendiaire de ce conflit. Ils peuvent voir que les vraies questions - les luttes anciennes sur la nature même de la politique, de la société, de la culture et sur la manière dont le potentiel humain doit être développé - sont en jeu.

Et si on comprend cela, on comprend le cadre de la politique étrangère européenne : Comment, même après le désastre libyen, les dirigeants européens peuvent-ils, par exemple, ignorer la longue histoire des interventions au Venezuela, pour soutenir une nouvelle intervention. Ou encore, comment peuvent-ils refuser de financer la reconstruction et l'aide à la Syrie. Cela nous rappelle le souhait du roi de Babylone de "faire obéir les quatre coins du monde". Cette obéissance est, après tout, dans leur propre intérêt.

Est-ce que quand Gauland qualifie l'UE de "totalitaire latente" il va trop loin ? Eh bien, Yanis Varoufakis nous en donne un avant-goût : dès sa première visite à Bruxelles et à Berlin en tant que ministre des finances fraîchement élu de Grèce :

"Lorsque Schäuble m'a accueilli avec sa doctrine "c'est mon mandat contre le vôtre", il honorait une longue tradition de l'UE, celle de négliger les mandats démocratiques sous prétexte de les respecter.

Comme toutes les hypothèses dangereuses, celle-ci repose sur une vérité évidente : les électeurs d'un pays ne peuvent donner à leur représentant le mandat d'imposer à d'autres gouvernements des conditions que ces derniers n'ont pas reçu mandat de leur propre électorat d'accepter. Mais, bien qu'il s'agisse d'un truisme, sa répétition incessante par les fonctionnaires bruxellois et les agents du pouvoir politique, comme Angela Merkel et Schäuble lui-même, vise à le transformer subrepticement en une notion très différente : aucun électeur dans aucun pays ne peut habiliter son gouvernement à s'opposer à Bruxelles".



Varoufakis ajoute, ils n'écoutent jamais : "Mes équipes et moi-même avons travaillé dur pour présenter des propositions fondées sur un travail économétrique sérieux et une analyse économique solide. Une fois que celles-ci avaient été testés auprès de certaines des plus hautes autorités dans leur domaine, depuis Wall Street et la City [City of London: place financière britannique NdT] en passant par des universitaires de haut niveau, je les présentais aux créanciers de la Grèce à Bruxelles, Berlin et Francfort. Ensuite, je m'asseyais et j'observais un concert de regards vides. C'était comme si je n'avais pas parlé : Comme s'il n'y avait aucun document devant eux. D'après leur langage corporel, il devenait évident qu'ils niaient l'existence même des morceaux de papier que j'avais mis devant eux. Leurs réponses, lorsque je les recevais, seraient totalement indépendantes de tout ce que j'aurais dit. J'aurais aussi bien pu chanter l'hymne national suédois. Cela n'aurait fait aucune différence."